



Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOUL, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Pascal KRZYZANSKI, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Audrey LLEDO, Thierry BREYSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN.

Logement - Protocole partenarial de lutte contre l'habitat indigne dans l'Hérault - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Dans le Département de l'Hérault, on compte environ 38 900 logements du parc privé estimés potentiellement indignes, ce qui représente 8,5% du parc de logement (résidences principales). Ces logements sont à 61,8% des logements locatifs et à 33,8% des logements occupés par leurs propriétaires.

La lutte contre l'habitat dégradé, indigne ou indécent constitue donc un enjeu majeur pour les services de l'Etat, les collectivités et intercommunalités sur le territoire de l'Hérault, notamment de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la protection de la santé publique et pour l'amélioration des conditions de vie des populations concernées.

Cette politique est coordonnée au sein d'un Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne (PDLHI), créé en avril 2010, au travers des objectifs qu'il décline et de l'appui technique et juridique qu'il propose. Cette instance, pilotée par Monsieur le Sous-Préfet de Béziers en tant que référent Lutte contre l'Habitat Indigne de l'Hérault, vise à faciliter et développer le travail en réseau et en partenariat de l'ensemble des acteurs du logement dans l'Hérault.

En sa qualité d'autorité compétente en matière de politique locale de l'habitat (loi MAPTAM) et de délégataire des aides à la pierre, Montpellier Méditerranée Métropole est partie prenante du PDLHI.

Les objectifs du Pôle sont ainsi de :

- proposer et coordonner des actions destinées à lutter contre l'habitat indigne ;
- permettre l'échange et la coordination entre partenaires intervenant dans le cadre des situations d'habitat indigne, avec procédure ou sans ;
- évaluer les actions et en proposer la réorientation éventuelle ;
- mobiliser et informer le public et les acteurs institutionnels sur tous les thèmes permettant d'agir contre l'habitat indigne ;
- mettre en place un observatoire nominatif départemental de l'habitat indigne.

Le PDLHI regroupe notamment :

- les services de l'Etat (Sous-Préfet référent LHI, DDTM, DDCS) ;
- la délégation départementale de l'Hérault de l'Agence Régionale de Santé Occitanie (ARS) ;
- la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) ;
- la Mutuelle Sociale Agricole (MSA) ;
- les travailleurs sociaux ;
- l'ADIL ;
- les magistrats référents dans le domaine de l'habitat indigne (Béziers et Montpellier) ;
- la direction départementale de finances publiques (DDFiP) ;
- les 3 Services Communaux d'Hygiène et de Santé (SCHS) de Montpellier, Béziers et Sète ;
- les principales collectivités locales impliquées et notamment les délégataires des aides à la pierre (Montpellier Méditerranée Métropole, CA Béziers Méditerranée, CA Hérault Méditerranée, Sète Agglopol Méditerranée).

Pour organiser et améliorer le repérage des situations d'habitat dégradé, leur traitement et l'accompagnement des ménages, le PDLHI propose la mise en place d'un protocole entre l'ensemble des acteurs visant sur une durée de 5 années à compter de sa signature à :

- mieux identifier les différents acteurs, définir le rôle de chaque membre du pôle et détailler leurs missions et modalités d'intervention ;
- formaliser le travail opérationnel déjà mis en œuvre ou le développer le cas échéant ;
- coordonner les différents partenaires dans le repérage et le traitement des situations.

Pour ce qui la concerne, la Métropole s'engage à conforter les actions qu'elle réalise déjà et notamment le repérage des situations d'habitat dégradé et leur suivi dans le cadre des différentes opérations programmées (OPAH ou PIG « Rénover pour un habitat durable et solidaire ») qu'elle pilote ainsi que la présentation annuellement d'un bilan chiffré du nombre de logements ayant bénéficiés d'une subvention ANAH pour travaux lourds et logements indignes en tant que délégataire de l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de protocole du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne de l'Hérault ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ce protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-48116-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.